



Revue de Presse

Mario Lamontagne, Responsable à l'information

Syndicat des employé-e-s
de métiers d'Hydro-Québec

Fiers de notre passé

Maîtres de notre avenir

Hydro-Québec a doublé son effectif en 40 ans

31 janvier 2011 | 08h17

Alain Laforest

Agence QMI

Depuis 1970, le nombre d'employés chez Hydro-Québec a pratiquement doublé. Dans une publication, l'Institut économique de Montréal affirme que la société d'État est devenue trop grosse et qu'une meilleure gestion permettrait d'économiser plus de 1 G\$ par année.

De 12 012 dans les années 1970, le nombre d'employés incluant les temporaires chez Hydro-Québec est passé à 23 000 en 2009.

Selon Claude Garcia, qui a comparé dix entreprises américaines, c'est beaucoup trop. «En moyenne, ces 10 entreprises-là avaient un employé pour s'occuper de 295 clients, alors que chez Hydro-Québec, c'était un employé pour 166 clients», a-t-il expliqué.

L'auteur affirme qu'une meilleure gestion des frais d'exploitation permettrait de réaliser des économies. «Ça veut dire que si on avait la même efficacité chez Hydro-Québec que chez les compagnies américaines, on pourrait avoir 1 G\$ de bénéfices additionnels sans augmenter les tarifs», a poursuivi Claude Garcia.

Rappelons qu'avec les années, Hydro-Québec a largement contribué au développement des régions. «D'ailleurs, on lui avait donné la vocation de participer activement au développement économique du Québec, on lui a donné le nom du fameux navire amiral de l'économie québécoise», a

expliqué Jean-Thomas Bernard, professeur d'économie de l'Université Laval, spécialiste des questions énergétiques.

En 40 ans le nombre de ses barrages a plus que doublé : de 225 en 1970, il y en avait 571 en 2009. Ses investissements ont aussi explosé de 293 M\$ en 1970, à plus de quatre milliards \$ en 2009.

Hydro n'a cependant pas toujours été un bon investissement pour Québec. «Si j'avais eu la possibilité d'acheter une action d'Hydro-Québec à ce moment-là, ce n'aurait pas été rentable», a souligné Jean-Thomas Bernard.

Il a fallu attendre à 1981 pour qu'Hydro verse des dividendes au gouvernement. En 2009, Hydro lui a versé 2,16 milliards \$. «Le gouvernement, qui est propriétaire, a accepté de ne pas recevoir de dividende, de ne pas faire de gain, mais en contrepartie, on a eu des faibles prix d'électricité», a mentionné Jean-Thomas Bernard.

Créée en 1962, la nationalisation a été une bonne façon d'éviter de se tourner vers le nucléaire cependant. Aux États-Unis, on compte 100 centrales nucléaires contre une seule au Québec.

La société d'État contribue aussi à renflouer les coffres du gouvernement. Depuis les dix dernières années, Hydro-Québec lui a versé 10 G\$.

C'est au Québec qu'on compte les tarifs les plus bas; ils sont trois fois moins élevés qu'en Nouvelle-Angleterre et à New York. En 40 ans, l'électricité est devenue la principale source d'énergie au Québec.

Mentionnons qu'entre 1970 et 2009, sa dette est passée de 2,67 G\$ à 46,58 G\$. De 3,89 milliards en 1970, l'actif d'Hydro était évalué à 68,97 G\$ en 2009. «On dit souvent qu'Hydro-Québec est un État dans l'État», rappelle Sylvain Gaudreault, critique du Parti québécois en matière d'énergie.

Ces détracteurs affirment cependant que la société d'État ne s'adapte pas vite. «Sur un projet comme la biomasse, qui nous apparaît faisable à Sorel-Tracy, sur la production d'énergie éolienne, qui appartient à Hydro-Québec, sur la géothermie, même sur l'efficacité énergétique, Hydro-Québec n'a pas rempli ces cibles, alors, c'est une grosse machine à faire bouger», a-t-il dit.

Dans les prochaines années, les Québécois doivent s'attendre à payer plus pour leur électricité. Au cours des dix dernières années, Hydro a augmenté ses tarifs de plus de 18 % et la construction de nouveaux barrages ne les fera pas baisser selon les experts.